

Grand entretien avec Monique de Saint-Martin

Reconversions et reproduction, des stratégies ouvertes

Monique de Saint-Martin travaille depuis quelques années sur les processus de reconversion des anciennes élites et groupes dirigeants. Ce qui l'a conduite à repenser ces notions elles-mêmes. Parallèlement, elle vient de coordonner une recherche collective et comparative en vue d'appréhender dans des contextes différents les liens entre expériences éducatives et production, redéfinition ou transgression des frontières entre les groupes sociaux. Elle répond ici aux questions de *Savoir/agir*

Propos recueillis par
Claude Poliak et Louis Weber

Savoir/agir : Quelles sont les transformations dans la composition des classes dominantes depuis 1945 ? Comment les décrire aujourd'hui ?

Monique de Saint-Martin : Ce qui me frappe en tant que sociologue, c'est d'abord la montée des élites économiques, des bourgeoisies d'affaires, des managers, des experts et des consultants, et leurs recompositions avec notamment la croissance forte des élites financières, ou le déclin relatif des industriels ; c'est aussi la disparition des formes anciennes de corporations, les agents de change ou les commissaires-priseurs par exemple, et la constitution de sociétés privées pour exploiter l'organisation des activités boursières ou de vente.

Cette montée des élites économiques est un phénomène qui s'observe dans de nombreux pays d'Europe, et ailleurs dans le monde. Je pense par exemple au Sénégal ; Boubacar Niane vient de publier un livre où il analyse le renouvellement important des élites qui s'y sont succédé. Ce sont d'abord des instituteurs, puis des technocrates, puis des managers qui occupent les positions politico-administratives, et aujourd'hui ce sont souvent les « acteurs de l'informel », notamment dans le monde de l'économie, qui prennent la relève¹.

Autre changement important : le développement de professions « hybrides ». Je pense par exemple aux avocats d'affaires² qui relèvent à la fois des professions juridiques et des élites économiques, ou aux experts en économie. Mariana Heredia et Olessia Kirtchik les ont étudiés en

1. Boubacar Niane, *Élites par procuration. Handicaps et ruses des dirigeants politico-administratifs sénégalais*, Paris, L'Harmattan, 2012.

2. Voir dans ce numéro un article d'Antoine Vauchez sur les avocats d'affaires.

Argentine et en Russie. Ils sont, expliquent-elles, mi-politiques et mi-scientifiques, et sont devenus des points de médiation entre le grand patronat, les organisations internationales, les cercles universitaires internationalisés, les partis politiques, les médias, l'opinion publique et l'administration de l'État. Leurs cheminements peuvent d'ailleurs être très différents selon les individus et les contextes. Un autre bel exemple de ces professions hybrides se trouve dans les travaux de Sylvain Laurens, qui s'est intéressé à propos des politiques de l'immigration aux « fonctionnaires gouvernants », à la frontière entre fonction publique et monde politique.

Par contre les changements sont très modérés, parfois nuls, en ce qui concerne la dimension du genre. Le monde des classes dominantes est en effet très masculin, et nous n'en avons peut-être pas tiré toutes les conclusions. Cette critique s'adresse aussi à moi. On ne peut en effet étudier les classes dominantes en faisant comme si la parité y existait. Les candidats officiels de l'UMP à Paris pour les prochaines élections législatives sont tous des hommes. Et dans les conseils d'administration des grandes entreprises, ou les fameuses agences de notation, les femmes sont bien peu nombreuses.

La difficulté est en fait grande en France pour les chercheurs souhaitant dégager les grandes transformations des classes dominantes. Depuis un certain temps, les enquêtes de l'INSEE se réfèrent de moins en moins aux catégories socioprofessionnelles³. Nous ne pouvons plus nous appuyer sur de grandes enquêtes, contrairement à ce qui existait

lorsque nous avons travaillé sur les stratégies de reconversion au début des années 1970 avec Bourdieu et Boltanski. Il était alors possible d'analyser les principales tendances comme déjà la diminution des industriels, la montée des ingénieurs ou des cadres supérieurs. Je peux aujourd'hui seulement décrire quelques grandes tendances sans pouvoir les repérer statistiquement avec la même précision qu'auparavant. Les tentatives de synthèse ne sont cependant pas impossibles ; François Denord, Paul Lagneau-Ymonet et Sylvain Thine viennent de procéder à une intéressante comparaison des différentes élites figurant dans le *Who'Who in France* de 1969 et dans l'édition de 2009, avec toutes les limites et les biais que comporte ce type d'entreprise⁴. Ce sont en effet, et ils en sont tout à fait conscients, les transformations de l'image sociale des élites plus que des élites elles-mêmes qui peuvent ainsi être étudiées.

Autre point à noter dans les transformations, l'apparition de nouvelles professions comme les *traders* ou les *working rich*, les salariés riches des milieux financiers sur lesquels Olivier Godechot a mené d'importantes recherches⁵. Ce sont assez typiquement des professions hybrides. Les *traders* par exemple sont des salariés, car ils perçoivent une rémunération, mais sans doute bien davantage des capitalistes, en ce qu'ils possèdent un capital propre et ils ont des droits de propriété sur le profit de l'entreprise financière.

3. Emmanuel Pierru et Alexis Spire, « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue française de science politique* 3/2008, vol. 58, p. 457-481.

4. François Denord, Sylvain Thine et Paul Lagneau-Ymonet, « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190, déc. 2011, pp. 25-57.

5. Olivier Godechot, *Working Rich. Salaires, bonus et appropriation des profits dans l'industrie financière*, Paris, La découverte, 2007, « Textes à l'appui/Sociologie ».

Cette tendance à l'hybridation des professions et le brouillage croissant des différentes frontières sont deux des caractéristiques fortes des changements intervenus dans les classes dominantes au cours de ces dernières décennies.

Savoir/agir : Ces personnes font-elles partie des classes dominantes ou sont-elles seulement des instruments de la domination ?

Monique de Saint-Martin : Selon moi, le rôle du sociologue n'est pas de définir des frontières en « classant » les personnes, celles-ci dans les classes dominantes, celles-là non. J'ai plutôt tendance à refuser cela. Les sociologues n'ont pas à dénombrer précisément les effectifs de tel ou tel groupe social. Mais, ce que je sais ou lis sur les traders me fait dire qu'ils font indiscutablement partie des classes aisées, sans doute aussi des classes dominantes. S'agissant de ces dernières, je pense qu'il faut utiliser le pluriel : il n'existe pas une classe dominante. Il y a en effet une tendance à la fragmentation de ces différents groupes plutôt que l'inverse. Le vocabulaire est d'ailleurs particulièrement abondant pour les désigner : les chercheurs se sont selon les moments et selon leurs grilles d'analyse référés aux catégories dirigeantes, aux groupes dirigeants, aux groupes dominants, aux classes dominantes, aux élites du pouvoir, et je peux prolonger la liste...

Savoir/agir : À propos du vocabulaire, l'usage maintenant très répandu du mot « élites » peut étonner quand on se souvient des réticences anciennes à les utiliser, contrairement d'ailleurs à ce qui se passe en Allemagne ou en Angleterre, où cela ne pose aucun problème. S'agit-il dans ce cas d'une

traduction un peu paresseuse ou est-ce que le mot recouvre quelque chose de nouveau ?

Monique de Saint-Martin : L'utilisation des différentes notions est marquée scientifiquement et politiquement et dépend aussi des hypothèses que l'on engage. Je pense à l'oligarchie financière d'état, expression que nous avons utilisée à juste titre dans l'article sur le patronat écrit avec Bourdieu en 1978⁶ pour désigner notamment des grands patrons occupant des positions entre la banque, l'industrie et l'état, dans les grandes banques d'affaires, les entreprises de l'énergie et des transports, les sociétés d'économie mixte, etc. et que Bourdieu ne reprend pas dans *La noblesse d'État* où le terme oligarchie ne figure pas dans l'index pas plus que le terme élite mais où le terme noblesse devient fréquent. Christophe Charle, quant à lui, préférerait clairement le terme d'élites et publie en 1987 un livre intitulé *Les élites de la République (1880-1900)*.

De fait, dans la recherche, on utilise de plus en plus actuellement le terme élites. Un groupe thématique s'est constitué, à l'initiative de Sylvain Laurens et Frédéric Lebaron, à l'Association française de sociologie, qui s'intitule « Sociologie des élites ». C'est un terme relativement neutre, au demeurant peu satisfaisant, et qui tend à s'imposer de plus en plus.

S'agissant des élites, un autre risque est évidemment de tomber dans les recherches dans une certaine célébration des élites, volontairement ou involontairement. Il n'est pas toujours facile d'enquêter sur ce monde, et il y a souvent le risque

6. Pierre Bourdieu, Monique de Saint Martin, « Le patronat », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5, 1978.

de la complicité. Il arrive par exemple qu'un historien fasse l'histoire d'une entreprise ou d'une grande école parce qu'il a été sollicité par les dirigeants de l'entreprise ou les anciens élèves. Le rapport à l'objet de recherche et aux acteurs n'est pas simple, d'autant que nous avons souvent affaire à des professionnels de la représentation.

C'est le cas des élites politiques mais aussi des élites religieuses auxquelles on s'intéresse assez peu. Avec Bourdieu, nous avons travaillé sur l'épiscopat dans les années 1970⁷. L'épiscopat fait-il partie des classes dominantes ? Des élites assurément ! Cette importance des différentes élites religieuses s'observe dans d'autres pays, en Amérique du Sud par exemple pour m'en tenir à ce que je connais. Au Brésil, les pentecôtistes ont un poids important grâce à leur immense pouvoir économique, ce qui ne veut pas dire que les évêques catholiques n'y ont plus de poids.

Savoir/agir : Sait-on d'où sont issues les nouvelles élites économiques ? Peut-on caractériser le phénomène à défaut de le définir ?

Monique de Saint-Martin : Cela dépend du type d'élites que l'on considère. Si on prend les PDG des grandes banques, des entreprises du CAC 40, on peut dire qu'ils continuent à être issus de la grande bourgeoisie financière, industrielle ou administrative dans leur grande majorité. Depuis les années 1970, de nombreuses études historiques et sociologiques ont été menées sur les dif-

férentes élites économiques, plus cependant sur les anciennes élites, qui sont mieux connues, je pense aux Inspecteurs des Finances, au pantouflage du public vers le privé, que sur les nouvelles élites d'experts, consultants, traders, dirigeants de l'internet sur lesquelles existent des travaux importants mais pas de synthèse pour le moment.

Savoir/agir : Vous utilisez tantôt le mot reconversion, tantôt le mot reproduction. Ce n'est pas la même chose. Pouvez-vous préciser cela ?

Monique de Saint-Martin : Dans tous les cas, je suggère de parler de stratégies ouvertes. D'un point de vue sociologique, il me paraît important de préciser que les acteurs ne s'enferment pas dans des stratégies fermées, orientées vers une seule fin. Reconversion et reproduction sont parfois intimement liées ; les reconversions ont pu être analysées comme des formes de reproduction, mais aussi comme des formes de mobilité. Je ne crois pas au hasard mais à l'importance des événements qui peuvent se produire à tout moment. Je plaide donc pour une plus grande attention à tout ce qui peut se produire dans les biographies. Il n'y a pas que de la reproduction ou des reconversions, il y a aussi des bifurcations⁸ et des dé-conversions.

La question des reconversions m'intéresse depuis longtemps. Je viens d'écrire un article à ce sujet dans la revue *Social Science Information*, intitulé « Towards a dynamic approach to reconversions », et ai un livre en chantier sur la question. Lors de mes recherches, j'ai observé

7. On pourra notamment se reporter à Pierre Bourdieu, Monique de Saint Martin, « La sainte famille. L'épiscopat français dans le champ du pouvoir religieux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 44-45, 1982.

8. Voir notamment Marc Bessin, Claire Bidart, Michel Grossetti, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010 (collection Recherches).

que les élites, les classes dominantes ne mènent presque jamais à terme leurs reconversions. Un professeur d'université qui envisage de se reconvertir en expert ou en consultant, par exemple, va essayer de faire les deux à la fois, et de ne pas abandonner l'université, lâchant rarement la proie pour l'ombre en quelque sorte, surtout dans un premier temps. Ce qui a d'ailleurs pour effet de faire croître le nombre de professions hybrides. Il me semble qu'il faut réserver l'utilisation de la notion de reconversion aux cas où il y a une rupture quasi-totale avec les anciennes ressources auxquelles les acteurs sont prêts à renoncer pour les reconvertir en de nouvelles ressources. À ce sujet, j'ai beaucoup aimé le livre dirigé par Sylvie Tissot où les auteurs s'intéressent aux reconversions militantes et qui m'a beaucoup inspirée⁹.

Dans les reconversions, il y a toujours l'idée de déplacement dans l'espace social. Alors que dans la reproduction, c'est assez différent, les acteurs cherchent plutôt à rester dans leur milieu. Mais les reconversions supposent aussi tout un travail sur les ressources anciennes. Si je prends l'exemple des descendants de la noblesse qui utilisent leur capital social ou leur capital symbolique pour les reconvertir en ressources économiques, par exemple dans les agences de publicité, il leur faut réaliser un travail d'entretien et de mobilisation des anciennes ressources.

Les reconversions impliquent aussi une recomposition, voire une reconstruction identitaires. La société russe après la perestroïka et la société soviétique après la Révolution de 1917, sur lesquelles j'ai eu la chance de travailler avec des collègues

russes, offrent des cas de reconversion plus avancée que ceux qu'on peut observer dans la société française. L'effondrement après la perestroïka a conduit des anciens de la nomenklatura à créer des entreprises privées. Ce qui supposait à l'évidence une reconstruction identitaire. Certains s'en dispensaient pour garder les anciens habits en même temps qu'ils tentaient d'adopter les nouveaux. Dans la société française nous avons relativement peu de cas de rupture forte dans les élites – j'en cherche désespérément !

Car les membres des élites cherchent souvent à accumuler différentes sortes de richesses et de ressources, et ne mènent pas leurs reconversions tout à fait à leur terme.

Savoir/agir : Peut-on déceler une tendance dominante en France ?

Monique de Saint-Martin : Le problème, c'est que les groupes dominants sont aujourd'hui très diversifiés. Il est donc difficile de donner une tendance. Les différences entre les différentes fractions des bourgeoisies ou des classes dominantes sont très fortes.

Savoir/agir : Les Pinçon soutiennent que les dominants cumulent toutes les espèces de capitaux. Est-ce bien vrai ? Il y a certes des fractions qui cumulent la culture, le patrimoine, le capital scolaire, etc. Mais il existe des enquêtes qui montrent que d'autres peuvent être très riches en capital économique et très pauvres en capital culturel. Il y a aussi les styles de vie. Voit-on apparaître dans cet espace très large des classes dominantes des pôles où un certain type de capital domine ? Le capital culturel reste-t-il l'apanage des bourgeoisies anciennes et de ce qui reste de la noblesse ?

9. Sylvie Tissot, Christophe Gaubert, Marie-Hélène Lechien, *Reconversions militantes*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2006.

Monique de Saint-Martin : Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon ont beaucoup insisté sur l'importance de la multi-dimensionnalité des richesses. Il y a clairement tendance à concentrer les différentes richesses dans les groupes dominants plutôt que de ne vivre que sur une seule espèce de ressource ou de capital. Cependant, il n'y a pas une seule bourgeoisie avec un grand B, mais différentes bourgeoisies, dotées différemment des différentes ressources. La structure des ressources détenues est souvent décisive, et peut être à la base de clivages. La tendance est en effet sans doute plutôt à la fragmentation qu'à l'unification. Il y a toujours eu des anciens riches et des nouveaux riches. Aujourd'hui une frontière sépare une bourgeoisie plus ancienne et établie, une bourgeoisie traditionnelle d'une bourgeoisie plus récente ou de nouvelles bourgeoisies - les nouveaux riches, mais aussi les bourgeois bohèmes, les « Bobos », et est fortement ancrée dans les représentations des membres des bourgeoisies. Cette opposition entre anciennes familles traditionnelles et nouvelles familles, nouveaux riches, est constitutive de l'espace des groupes dirigeants dans de nombreuses sociétés. D'autres frontières, souvent assez étanches, s'affirment de plus en plus fortement, par exemple entre des bourgeoisies à fort ancrage territorial et des bourgeoisies plus cosmopolites, ou encore entre une bourgeoisie établie et une ou des bourgeoisies de passage. La distinction de Norbert Elias entre *insiders* et *outsiders* est ici pertinente. Cette dernière frontière, source de tensions et parfois de conflits, sépare ceux qui demeurent sur place dans la même ville, où ils sont installés, souvent de longue date, et depuis quelques années de plus en plus souvent contestés, notamment par les membres

des autres bourgeoisies, de ceux qui sont mobiles, qui sont de « passage » et qui « bougent ». Les « bourgeois de passage », comme les a nommés Barbara Bauchat, sont ceux qui changent de ville, de pays éventuellement, parfois de profession. Les dernières analyses de l'INSEE montrent certes que les Français résident dans leur région d'origine pour plus de 70% d'entre eux. Mais je crois que dans les classes dominantes, il y a davantage de cosmopolitisme, de voyages, et de mobilité géographique plus ou moins durable.

Les distinctions entre les bourgeoisies ancrées dans des territoires et les bourgeoisies plus mobiles, les bourgeoisies plus économiques et d'autres plus culturelles et universitaires sont fortement marquées. J'ai appris récemment l'existence de jeunes de la bourgeoisie qui s'appellent eux-mêmes des *nappy*¹⁰. Ce sont les jeunes de Neuilly, Auteuil, Pereire, Passy, issus de familles riches et qui ont beaucoup d'argent. Ce qui compte pour ces jeunes *nappy*, ce sont les sorties, les fêtes, les boîtes de nuit, les achats d'objets de marque, y compris en soldes. La réussite scolaire est relativement peu importante pour eux, et ils professent même une forme de mépris pour les études. À l'inverse, les jeunes qui sont en khâgne à Henri IV ou à Louis le Grand sont souvent fils d'enseignants, de cadres, c'est un tout autre monde, prêt à l'investissement dans le monde scolaire et culturel. Les écarts entre groupes et fractions peuvent être considérables.

10. Du nom d'un documentaire de 2003 réalisé par Danakil, réalisateur qui présente à travers une série de courts portraits humoristiques et ironiques, les adolescents issus de la jeunesse dorée parisienne, nommés *Nappy*, contraction de Neuilly-Auteuil-Pereire-Passy. *Nappy*, c'est aussi la contraction de *Happy* et *Unhappy*.

Savoir/agir : N'est-ce pas une conséquence de la montée des élites économiques ? Cela ne contribue-t-il pas à dévaloriser le capital culturel ? N'est-ce pas les classes moyennes qui sont en train de prendre en charge la valorisation de la culture ?

Monique de Saint-Martin : Dans un livre récent¹¹, nous avons mis en évidence l'importance accordée par les différentes bourgeoisies au choix de l'école pour leurs enfants. Cela ne signifie pas forcément que le capital culturel est considéré comme très important. Mais cela me semble aller au-delà de la simple recherche du capital scolaire. Il y a sans doute une tendance à la dévalorisation du capital culturel parmi les élites qui n'exclut pas des actions de mécénat culturel de la part des très riches, ce qui suppose de leur part une forme de reconnaissance de l'importance de la culture.

Savoir/agir : Dans ce livre, vous développez notamment l'idée que l'éducation, sans cesse réinventée, contribue désormais moins à reproduire qu'à produire des frontières. Que voulez-vous dire par là ?

Monique de Saint-Martin : L'une des idées est que dans les familles des familles populaires, comme dans celles des classes moyennes et même dans les familles bourgeoises, l'avenir des enfants est de plus en plus incertain. Dans les différentes familles se posent avec des modalités différentes les mêmes questions : faut-il laisser sortir les jeunes ou non, avec qui, jusqu'à quelle heure ? Quelle attitude

adopter à l'égard de la télévision, d'internet ? Ce qui différencie ces familles entre elles, c'est la façon selon laquelle elles jouent avec les frontières sociales, scolaires ; les unes comme les autres ne peuvent plus s'appuyer complètement sur le modèle ancien. C'est ce que traduit le sous-titre du livre, *Un grand bricolage*, qui a été très discuté dans le groupe de 14 chercheurs et étudiants chercheurs qui menaient la recherche en France, au Brésil, en Roumanie et en Suède, parmi lesquels Mihăi Dinu Gheorghiu, avec qui j'ai dirigé ce livre, Pascale Gruson, Denis Merklen. Mihăi Gheorghiu nous a fortement incités à confronter l'éducation reçue dans la famille et l'éducation donnée ensuite. L'éducation donnée ne peut simplement copier le modèle de celle qui a été reçue, ce qui complique un peu la transmission. À tout moment, il faut bricoler un peu cette éducation, tout en s'inspirant bien sûr de celle qui a été reçue, des discussions qu'on peut avoir avec les amis ou les voisins, ou les enseignants, des media, etc. Des sources d'inspiration nombreuses et diverses sont mobilisées. Il nous est ainsi apparu que dans les familles et d'ailleurs aussi dans les associations, il s'agissait moins de reproduire l'éducation reçue que de produire de nouvelles frontières. Dans ces nouvelles frontières, apparaît l'importance des frontières de quartier que Denis Merklen souligne justement dans ses travaux¹². Les parents, et plus encore les jeunes, s'identifient moins à leur milieu d'origine qu'auparavant mais davantage à leur quartier, notamment dans les classes populaires. Le choix de l'école et celui de l'habitat, qui sont évidemment liés, deviennent très importants. Souvent, plus que par un choix positif,

11. Monique de Saint Martin, Mihăi Dinu Gheorghiu (dir.), *Éducation et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris, Éditions Michalon, 2010.

12. Il a notamment écrit : *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.

cela se traduit par le refus d'habiter dans certains quartiers.

Savoir/agir : Vous êtes impliquée aussi dans un Réseau des acteurs émergents. Pouvez-vous nous en parler ?

Monique de Saint-Martin : C'est un réseau d'échanges et de recherches qui est soutenu par la Fondation Maison des sciences de l'Homme. Il a été fondé en 2000 avec plusieurs chercheurs invités par la Maison des sciences de l'Homme et étudiants chercheurs. Nous étions sociologues, anthropologues ou historiens et souhaitions repenser les relations entre l'État et les acteurs émergents notamment en Afrique. Les chercheurs africains ne voulaient pas rester dans un monde africaniste et ont voulu échanger avec des chercheurs qui, comme moi, s'intéressaient à l'Afrique sans être pour autant des spécialistes de ce continent. Le réseau s'est constitué peu à peu. Nous avons commencé avec Yann Lebeau qui venait de faire sa thèse sur les campus universitaires au Nigéria avec Jean Copans et qui est maintenant chercheur en Angleterre, Boubacar Niane qui est aujourd'hui professeur à l'université de Dakar, Anne Piriou qui est une historienne. Abel Kouvouama, Anne-Catherine Wagner se sont rapidement joints à nous puis d'autres. Un premier ouvrage a été publié en 2003, issu du premier colloque organisé par le réseau¹³.

Les acteurs émergents sont sans doute plus visibles dans les sociétés africaines que dans les sociétés européennes. Ce sont des acteurs, ceux des ONG par exemple, qui ne sont d'ailleurs pas for-

cément « nouveaux », -ils peuvent être ré-émergents-, mais ils agissent souvent en marge des États. Ils peuvent aussi être des acteurs religieux, ou du secteur informel dont j'ai déjà parlé. Ces derniers, notamment ceux de la confrérie mouride, se sont spécialisés dans l'import-export. Ils n'ont guère fait d'études la plupart du temps, ce qui ne les empêche pas d'avoir un pouvoir croissant !

Nous venons d'ailleurs de lancer un nouveau projet de recherches dans le réseau ; il porte sur les « Etudiants et élites africaines formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique. Histoires, biographies, expériences ». Je le coordonne avec Michèle Leclerc-Olive et Patrice Yengo. Cette question n'a guère été étudiée. Une quinzaine de chercheurs de pays très divers (Algérie, Bénin, Cameroun, Congo, Éthiopie, Gabon, Maroc, Sénégal, La Réunion, etc.) ont commencé à rechercher les sources disponibles. Des chercheurs russes, bulgares, roumains ont aussi marqué leur intérêt.

Ce qui nous intéresse avec ce projet, c'est de retracer l'histoire de la mobilité étudiante de l'Afrique principalement vers les pays du bloc soviétique, de rapporter les évolutions de ces mobilités avec les grands événements politiques qui ont scandé les relations Est-Ouest, mais aussi les expériences biographiques individuelles, qui ont été très diverses, douloureuses pour les uns, enchantées pour les autres.

Savoir/agir : Est-ce que ces acteurs émergents bousculent les anciennes structures de domination dans les pays africains ? Est-ce que cela en a reconstitué de nouvelles ?

Monique de Saint-Martin : Sans être une spécialiste, il me semble que les

13. Yann Lebeau, Boubacar Niane, Anne Piriou, Monique de Saint Martin (dirs), *Etat et acteurs émergents en Afrique*, Paris, Karthala, Ifra Ibadan, 2003, 352 p.

acteurs émergents bousculent en effet les anciennes structures avec une grande rapidité. C'est tout à fait visible dans les structures de coopération, ou dans le monde des entreprises. Il faudrait étudier aussi comment ces acteurs parviennent à contourner les injonctions de la Banque mondiale, du FMI et de toutes les institutions internationales, et à jouer avec les règles.

Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les rapports de domination et les relations de pouvoir qu'il faut capter, mais aussi les « chaînes d'interdépendance ». Je pense ici dans un tout autre contexte aux travaux de Sylvain Laurens sur les nouvelles élites européennes. Une approche prenant en compte à la fois rapports de domination et chaînes d'interdépendance est nécessaire aussi pour étudier les élites des autres continents.

Savoir/agir : Pouvez-vous dire quelques mots de votre propre parcours de chercheure et notamment de vos reconversions successives quand vous êtes passée de l'éducation, aux élites, à la noblesse, en passant par le goût, pour revenir récemment à l'éducation ?

Monique de Saint-Martin : J'ai commencé mes recherches avec Jean-Claude Passeron. Mon premier travail de sociologie a consisté à rechercher les données statistiques sur les transformations du monde étudiant pour les annexes du livre *Les Héritiers*. J'avais bifurqué vers la sociologie après des études d'espagnol et avoir été documentaliste à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne, où j'ai travaillé pendant deux ans, de 1961 à 1963. Je suis venue au CSE en 1963, au début pour faire des vacances. Je calculais le prix de vente des tableaux en francs constants pour *Le*

marché de l'art de Raymonde Moulin. Comme j'avais une formation de documentaliste de l'INTD (Institut national des techniques de la documentation) au CNAM, je savais faire les bibliographies, et des recherches documentaires, ce qui est toujours utile dans la recherche. Ce qui intéressait Bourdieu et Passeron. J'ai par exemple fait la bibliographie sur l'éducation dans tous les pays méditerranéens pour l'ouvrage de Castel et Passeron sur l'éducation, le développement et la démocratie¹⁴. Au CSE, je suis devenue très rapidement collaboratrice technique, puis chef de travaux à l'EPHE en 1965. C'était une période heureuse où les postes étaient créés ou étaient disponibles au fur et à mesure que les études et les recherches progressaient. Puis maître assistant et maître de conférences. Et enfin, beaucoup plus tard, directrice d'études avec une direction d'études « Sociologie du pouvoir et des élites ».

Ma thèse de 3ème cycle portait sur l'enseignement supérieur scientifique. Elle a donné lieu à un ouvrage. La recherche sur l'enseignement scientifique m'intéressait car j'étais curieuse de voir et de comprendre si ce que Bourdieu et Passeron avaient observé chez les étudiants en lettres était transposable chez les étudiants en sciences des facultés. Est-ce que la sélection sociale était aussi importante ? Les mathématiques et les sciences dures sont-elles aussi discriminantes que les lettres ? Ces questions m'intéressaient, même si n'étant pas scientifique, on pouvait considérer cela comme un handicap ! Avec le recul, je pense qu'il aurait par

14. Robert Castel, Jean-Claude Passeron, *Éducation, développement et démocratie. Algérie, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pays arabes, Yougoslavie, études présentées*, Paris - La Haye, Mouton, « Cahiers du Centre de sociologie européenne », 4, 1967.

exemple été souhaitable pour moi d'avoir l'expérience de ce qui se passe quand on donne une note à un devoir de mathématiques. Je pouvais certes connaître les catégories de jugement des professeurs de mathématiques, mais je n'étais pas pour autant capable d'apprécier vraiment ce qui se passait dans le travail fourni par l'étudiant ou dans le rapport pédagogique.

J'ai eu aussi l'occasion de participer à des recherches sur les étudiants en médecine, les bibliothèques universitaires, les lauréats du Concours général et bien d'autres. Le travail avec Bourdieu et Passeron était passionnant, je pense par exemple à notre livre *Rapport pédagogique et communication*¹⁵, à l'étude du malentendu pédagogique, le professeur croyant transmettre quelque chose alors que les étudiants comprennent autre chose.

Dès la fin des années 1960, nous avons commencé avec Bourdieu et un grand nombre de chercheurs l'enquête sur les grandes écoles. Ce qui nous a conduits à nous interroger sur le devenir de ces élèves et par conséquent sur les différentes élites administratives, économiques, politiques, religieuses... Je me suis en fait concentrée sur la sociologie de l'éducation pendant une période finalement assez courte. La recherche sur les grandes écoles fait le pont entre les recherches sur l'éducation et les recherches sur les élites.

Les recherches sur les différentes institutions d'enseignement supérieur m'intéressaient beaucoup. Mais elles devenaient un peu répétitives ; j'ai tout de même eu alors l'impression que beaucoup de choses étaient analysées et écrites dans ce domaine. Il y a aussi l'envie de voir

d'autres terrains pour ne pas répéter sans fin les mêmes analyses, ou à peu près. Bourdieu nous encourageait d'ailleurs à avoir différents objets de recherche et à ne pas en rester à être, par exemple, la spécialiste de l'enseignement supérieur pendant toute sa vie. S'y est ajoutée de ma part une curiosité pour d'autres mondes. Et les conditions étaient dans l'ensemble favorables. J'étais dans un centre de recherche, j'étais jeune, les occasions ne manquaient pas, une recherche était finie, une autre commençait et il fallait souvent travailler sur plusieurs recherches à la fois.

Il faut bien voir la somme de travail que ces recherches représentaient : il y a en effet près de vingt ans entre le début de la recherche sur les grandes écoles et la fin ! J'ai eu aussi l'occasion de travailler avec Bourdieu sur le goût, avec un article commun sur l'« Anatomie du goût »¹⁶. C'est un travail qui m'a beaucoup plu, même si je n'ai pas participé à toutes les opérations de recherche et si l'enquête était réalisée quand j'ai commencé à y travailler. Il s'agissait d'analyser les systèmes et les variations de goût selon les différentes classes sociales et les différentes fractions, voire les individus. Beaucoup d'éléments de cet article sont repris dans le livre *La Distinction*.

Savoir/agir : C'est à cette époque que vous avez commencé à travailler sur la noblesse ?

Monique de Saint-Martin : En effet, mon article sur la famille Brissac a été publié en 1980¹⁷. Ce qui veut dire que

15. Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, Monique de Saint Martin, *Rapport pédagogique et communication*, Paris - La Haye, Mouton, « Cahiers du Centre de sociologie européenne », 1965.

16. Pierre Bourdieu, Monique de Saint Martin, « Anatomie du goût », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5, 1976.

17. Monique de Saint Martin, « Une grande famille », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, 1980.

j'ai dû commencer à travailler sur le sujet deux ou trois ans plus tôt. Comment ai-je choisi cet objet ? J'habitais à l'époque dans le centre de Paris, près du BHV. En y allant un jour, j'ai remarqué les mémoires du duc de Brissac dans le rayon librairie. J'ai acheté ces livres sans connaître du tout cet auteur ni sa famille, un peu sans doute parce que j'étais à la recherche d'un fil pour entreprendre des recherches sur les descendants des noblesses. C'est pour cela que j'aime à dire qu'il y a dans la recherche une part de choses qui ne sont pas définies et orientées d'avance et qu'il faut être disponible.

Savoir/agir : Est-ce que le fait de s'appeler de Saint Martin a pu jouer un rôle ?

Monique de Saint-Martin : Il y a sans aucun doute un lien que j'essaie d'expliquer dans l'introduction de *L'espace de la noblesse*¹⁸. Au rang de mes curiosité personnelles, j'ai toujours cherché à comprendre pourquoi dans ma famille issue de l'aristocratie, nombreuse car j'avais sept frères et sœurs, nous avons tous été encouragés à faire des études supérieures, filles comprises. Alors que la plupart de mes cousins et cousines et de mes proches n'en faisaient pas. Dans ce milieu, ce n'était pas la règle en effet, dans les années 1950-60, de faire des études à l'université, notamment pour les filles. Cela explique aussi pour une part ma curiosité pour les reconversions.

Savoir/agir : Comment avez-vous été conduite à vous intéresser à l'international ?

Monique de Saint-Martin : J'ai rapidement compris la nécessité de ne pas s'enfermer dans une société donnée. J'ai participé activement à la constitution de différents réseaux de recherche internationaux sur les institutions de formation des cadres dirigeants, les élites, leur formation, leur internationalisation. Au Centre de sociologie de l'éducation et de la culture que j'ai co dirigé 12 ans avec Jean-Claude Combessie, nous avons accueilli de nombreux chercheurs algériens, brésiliens, hongrois, marocains, russes, suédois, et nous avons développé de nombreuses collaborations et programmes d'échanges et de recherches par exemple avec l'Algérie, le Maroc, le Brésil. Je suis allée pour la première fois au Brésil en 1976. Depuis j'y retourne tous les deux ou trois ans pour des séminaires des colloques, des travaux. J'y entretiens des échanges quasi continus avec chercheurs et étudiants. J'ai effectué bien d'autres missions de recherche et enseignement dans de nombreux autres pays. Au Centre d'étude des mouvements sociaux dont j'ai été membre durant dix ans, les chercheurs et étudiants chercheurs travaillant sur l'Amérique latine étaient nombreux et nous avons organisé un colloque international « Expériences limites, ruptures et mémoires. Dialogues avec l'Amérique latine » en 2006 qui a été passionnant. À l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux IRIS, dont je suis devenue membre en 2008, l'un des grands axes de recherche s'intitule « Etat, mondialisation, immigration » ; des recherches sont conduites sur les cinq continents, à la fois dans le cadre d'approches « mono-sites » et dans le cadre de démarches comparatives ou encore transnationales. Je veux aussi évoquer l'expérience formidable des ateliers de formation à la recherche en sciences

18. Monique de Saint Martin, *L'espace de la noblesse*, Paris, Éditions Métailié, 1993, 326 p.

sociales dans les pays d'Europe centrale et orientale que Rose-Marie Lagrave a créés au début des années 1990 et auxquels j'ai eu l'occasion de participer.

Et puis, bien sûr, il faut parler des séminaires de l'EHESS, qui accueillent traditionnellement de nombreux étudiants étrangers. C'était encore plus vrai dans le mien, notamment à cause des échanges et collaborations avec le Brésil. Mais il y avait aussi des étudiants ou chercheurs algériens, argentins, haïtiens, russes, sénégalais, suédois, turcs, et de bien d'autres pays. Les uns et les autres étaient toujours fortement intéressés par les échanges, les débats qui ont donné une impulsion forte à leur travail scientifique ; les certitudes ont parfois été ébranlées, les paradigmes mis à l'épreuve, les problématiques de recherche questionnées. Cela apportait beaucoup aux travaux des uns et des autres. Plus généralement, je crois qu'on ne peut plus penser groupes de recherche ou séminaires sans ces confrontations internationales et ces dialogues permanents et sans cesse renouvelés. ■